

# LA Grande Releve

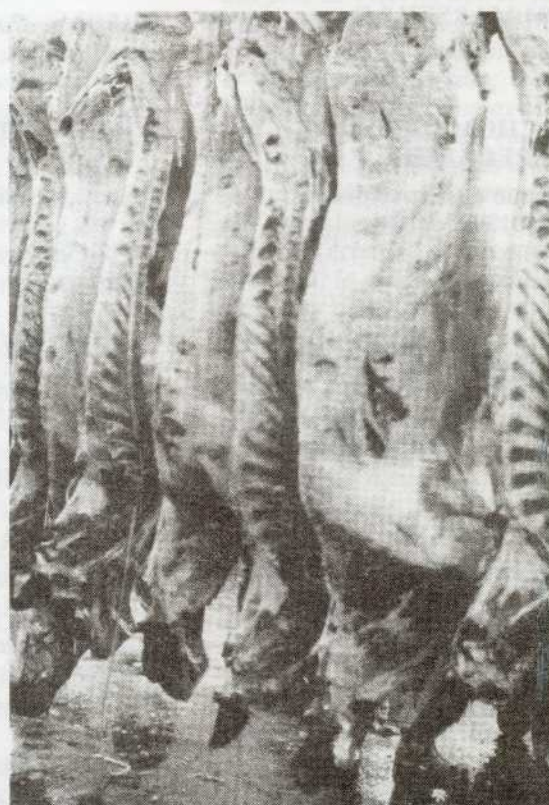
## DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE REFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDE EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

### PENURIE D'UN COTE



### EXCEDENTS DE L'AUTRE



UNE ENQUETE EDIFIANTE DE «QUE CHOISIR » (voir pp. 11 à 13)

### AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

- |  |           |  |                    |
|--|-----------|--|--------------------|
| <input type="checkbox"/> EDITORIAL<br>Des prix politiques ? par M-L. Duboin            | p. 3 et 4 | <input type="checkbox"/> LES DOSSIERS DE LA GRANDE RELEVE<br>Abondance indésirable par R. Marlin | p. 11 à 13         |
| <input type="checkbox"/> ACTUALITE<br>Hors le hamburger point de salut<br>par J.P. Mon | p. 5 et 6 | L'économie bafouée par A. Prime  | p. 13 à 15         |
| <input type="checkbox"/> BLOC NOTES  | P. 2      | <input type="checkbox"/> REFLEXION<br>Investissement et chômage<br>TF1 par H. Muller             | p. 15              |
|  |           | <input type="checkbox"/> RESUME DE NOS THESES<br>COURRIER DES LECTEURS                           | p. 7 à 10<br>p. 16 |

## ASSOCIATIONS

### EDEN

Equipes Dauphinoises pour une Economie Nouvelle.

Maison des Associations  
2, rue Berthe-de-Boissieux  
GRENOBLE

### G.S.E.D.

Groupe de Salariés pour l'Economie Distributive  
11, rue Saint-Vincent-de-Paul  
13004 MARSEILLE

### Ass. des CHOMEURS et des PRECAIRES

53 avenue des Gobelins  
75013 PARIS

### (M.A.N.) Mouvement pour une Alternative Non Violente

20, rue du Dévidet 45200  
MONTARGIS. Tél. : (38) 93.13.73

### LIA.CO.FA

25 Square du Nouveau Belleville,  
75020 PARIS

### CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy, 75015 PARIS

### UNION PACIFISTE

4, rue L. Hoche 92100 BOULOGNE

## REVUES

### SCIENCE CULTURE INFO

*Lettre mensuelle publiée par le groupe de Réflexion interdisciplinaire qui traite de thèmes fondamentaux et transdisciplinaires : l'autonomie et la complexité ; les mécanismes de l'évolution biologique ; la responsabilité individuelle, etc.*

GROUPE SCIENCE CULTURE  
1, rue Descartes, 75005 PARIS

### L'HOMME LIBRE

BP 205 - 42005 SAINT-ETIENNE

*Recherche d'une psychologie libératrice.*

### VIE ET ACTION - CEREDOR

388, bld Joseph Ricord  
06140 VENCE.

*Centre de Recherche et d'éducation Orthobiologiques*

### INFOR-VIE SAINE

127, rue de Fernelmont  
5020 CHAMPION (Belgique)

*Un bimestriel qui ouvre les yeux.*

### RENAITRE 2000

André Dumas, av. des Sablons  
77230 DAMMARTIN-en-GOELE

*Revue des investigations psychiques et des recherches théoriques et expérimentales sur la survivance humaine.*

### MEDECINES PARALLELES

St Eulali d'Ans 24640 CUBJAC

*Recherche sur les médecines naturelles, informations, conseils, annonces, spécimen gratuit sur demande de la part de la G.R.*

### LA LUCARNE

Mensuel édité en Belgique :  
11, rue du Monnel, 7500 TOURNAI

### ELAN

31, rue Foch, 59126 LINSELLES  
*Publie un numéro spécial : 1986 Année internationale de la paix — année de la raison.*

## LIVRES

Peuvent être commandés à la Grande Relève :

**KOU L'AHURI  
ET  
LES YEUX OUVERTS**  
par Jacques Duboin

Deux rééditions récentes et toujours d'actualité. Franco, 60 F chacun.

**LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**  
par Marie-Louise Duboin

*Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et eux d'une économie alternative : l'économie distributive, expliquée dans ses détails.*

Publié par SYROS, 79 F.

**SURVIVRE OU PÉRIR  
ENSEMBLE**  
par Franz Foulon

*Analyse écologique des folies d'un monde inhumain.*

300 pages - Franco : 65 F

A commander à l'auteur :

**QUAND LE PEUPLE S'EVEILLERA**  
par Lucien TISSOT  
Le Cheylas, 38570 Goncelin  
Franco : 68 F (5 ex : 312 F)

**POURQUOI LA PAUVRETE  
Quand les produits abondent ?**

par Gaston PUEL  
36, rue de Rivière, 33000 Bordeaux  
75 F franco, CCP 245423 H Bordeaux

**UNE MONNAIE AU SERVICE DES  
HOMMES**

par l'abbé Elie GAUTIER  
TRÉVÉ - 22600 LOUDEAC  
89 F franco, CCP 898019 N Paris

A commander à l'éditeur :

Les « lettres libres », 129, rue de Crimée, 75019 Paris, qui l'envoie par poste franco contre 60 F :

**L'INCAPACITÉ AU POUVOIR ou :  
Un véritable changement s'impose**  
par Maurice Laudrain

La Directrice propriétaire de la publication  
M.-L. DUBOIN

Commission Paritaire : 57434  
Diffusé par N.M.P.P.  
Imprimerie GASCHET  
284, bd Voltaire 75011 Paris



## Des Prix politiques ?

par Marie-Louise DUBOIN

Beaucoup de lecteurs ont manifesté leur intérêt pour l'article d'André Gorz que j'ai signalé le mois dernier dans le courrier, mais ils se plaignaient de n'avoir pu trouver ni l'original de cet article dans la « Lettre Internationale », ni sa copie tronquée dans le journal des chômeurs.

Intitulé « Qui ne travaille pas mangera quand même », ce papier intéressé en effet les distributistes, parce que non seulement l'analyse de la situation actuelle y rejoint parfaitement la nôtre, mais aussi la solution : le partage du travail entre tous et la garantie, également à tous, d'un revenu suffisant. Mais la question fondamentale reste : **Comment financer les revenus qui ne peuvent plus correspondre à un travail fourni ?**

Les propositions d'André Gorz reposent d'abord sur une **volonté politique**. Il ne dit pas exactement qu'il faut d'abord convaincre de la nécessité d'une économie distributive, mais ce qu'il dit est bien l'équivalent :

« C'est le partage du travail et la diminution de sa durée qui doivent être programmés », et il précise : « Une réduction généralisée de la durée du travail avec garantie de revenu suppose donc avant tout une volonté de transformation sociale ».

En prémisses, A. Gorz pose en principe que deux faits imposent leurs conditions :

D'abord la productivité ne progresse pas de la même façon dans les divers secteurs d'activité. On ne peut donc pas indexer la durée du travail sur cette évolution dans un secteur donné, ou sur une sorte de productivité moyenne, sans créer d'intolérables disparités.

Ensuite il faut stimuler ces progrès de la productivité, car ils ne sont pas spontanés. Ils répondent à l'heure actuelle à une contrainte, celle de la concurrence. Donc Gorz pense qu'il faut maintenir cette concurrence stimulante... d'autant plus qu'il paraît impensable aujourd'hui de lui échapper au niveau international. Alors la première des quatre actions politiques

que désigne André Gorz est :

« a) L'élaboration, pour les différentes branches d'activité, d'objectifs à moyen terme d'accroissement de la productivité. »

Autrement dit il faut une planification, et le Plan, élaboré démocratiquement, est un objectif prioritaire dans la politique de l'entreprise.

La seconde est liée :

« b) Une politique de l'emploi qui... incite les travailleurs à se déplacer des activités où l'automatisation est rapide vers celles où elle est lente ou nulle. »

La troisième proposition est fondamentale :

« c) Une réforme des méthodes éducatives et des politiques de formation ». Il s'agit en effet d'agir sur l'éducation pour que l'humanité s'adapte à la mutation qu'elle est en train de subir. Il n'est donc plus question d'apprendre à remplir des tâches que des robots savent déjà ou sauront très vite faire. Il faut donner « la priorité à l'épanouissement des facultés irremplaçablement humaines. »

La quatrième proposition est présentée comme une refonte du système fiscal destinée à forcer le financement des revenus à verser pour compléter les salaires. Citons André Gorz :

« Les entreprises ne paient que les heures travaillées ; la connaissance des coûts réels de production est donc assurée. La perte de revenu direct résultant de la diminution de la durée du travail est compensée par une caisse de garantie. Cette caisse est alimentée par le prélèvement d'une taxe qui à la manière de la TVA ou de la taxe sur les alcools, les carburants, le tabac, etc., frappera les produits et services selon des taux différenciés. Ce système de taxation freinera donc la baisse continue de prix relatif des productions rapidement automatisables. Elle les frappera d'autant plus fortement que leur désirabilité sociale est faible. Les taxes étant déductibles des prix à l'exportation, la compétitivité n'en sera pas affectée. Le revenu réel des personnes, quant à lui, se composera d'un revenu direct (salaire) et d'un

revenu social qui, durant les périodes de non-travail, garantira à lui seul un niveau de vie normal.

Un système de prix politiques viendra donc se substituer progressivement au système des prix de marché. Il s'agit là d'une extension des pratiques déjà à l'œuvre dans toutes les économies modernes. Toutes corrigent le système des prix de marché par un jeu de taxes (sur les carburants, les voitures, les armes à feu, les produits de luxe etc.) et de subventions (aux transports en commun, productions agricoles, théâtres, hôpitaux, crèches, cantines scolaires etc.). Quand les coûts unitaires pour les productions automatisables tendent de devenir négligeables et que leur valeur d'échange est menacée d'effondrement, la société doit inévitablement se doter d'un système de prix politiques reflétant ses choix et ses priorités en matière de consommations individuelles et collectives. Finalement, les choix de production devront se faire en fonction de la valeur d'usage (et non de la valeur d'échange) des produits et le système des prix sera l'outil et le reflet de ces choix. De même, le revenu social devra représenter dans une économie très fortement automatisée la source de loin la plus importante de revenu et avoir pour fonction non de rétribuer la quantité de travail social, devenu marginale, mais d'assurer la distribution des richesses socialement produites. »

La proposition d'André Gorz a donc cet aspect séduisant de sortir progressivement du système du marché (ce qui est déjà largement amorcé, comme il le fait justement remarquer) sans supprimer la monnaie capitaliste. Séduisant, mais réaliste ?

Une certaine contradiction apparaît tout de suite : Comment imposer aux entreprises une politique d'augmentation de la productivité tout en taxant les produits rapidement automatisables ? Comment imposer un Plan démocratiquement élaboré à des entreprises transnationales qui ont les moyens de tourner les lois des Etats où elles sont implantées ? Comment, en

gardant la monnaie capitaliste, empêcher les entreprises de préférer faire des placements monétaires, qui rapportent à leurs actionnaires, plutôt qu'investir afin de réaliser les productions présentant un avantage pour les non-actionnaires ?

Je pensais que la « Commission sur la transition » qu'anime Philippe Le Duigou allait s'emparer de ces propositions d'André Gorz, les décortiquer, les disséquer, bref, les analyser pour la Grande Relève. Hélas, ni Philippe, ni la commission, n'ont donné de leurs nouvelles, depuis longtemps. Mais peut-être qu'André Gorz acceptera de les défendre et de les développer lui-même ici pour nous ?

Puisque de tout temps, les privilégiés ont vécu du travail « des autres », pourquoi les « autres » ne pourraient-ils pas vivre aujourd'hui du travail des machines ?

...Non seulement le plein-emploi n'est plus nécessaire, mais il est devenu impossible à l'ère des robots. C'est donc le plein-emploi des machines que nous devons réclamer et le MAXIMUM VITAL en tant que revenu gagé sur la production des machines.

Jacques DUBOIN

## Le Grand Orient manquerait-il d'ouverture ?

Un distributiste d'Ile-de-France avait si bien défendu nos thèses dans la Loge Maçonique à laquelle il appartient, que le principe d'une conférence sur nos propositions y avait été retenu. Et puis, ô surprise, au dernier moment, veto !

Certains membres de cette Loge se sont opposés à cette conférence, considérant que ce serait une intrusion de la politique ! Et le Vénérable Maître de cette Loge s'est rangé à leur point de vue.

Ce manque d'ouverture d'esprit au Grand Orient, qui comporte beaucoup de distributistes parmi ses membres, est une nouveauté. Il contraste avec l'attitude de ce même Grand Orient, qui, juste avant la guerre, avait au contraire invité Jacques Duboin à une réunion en tenue blanche et manifesté tant d'intérêt pour ses thèses,

qu'il semblait sur le point d'en adopter l'essentiel... quand la guerre a éclaté.

Que signifie pour ces Francs-maçons « l'intrusion de la politique » ? Peut-on encore, à l'heure actuelle, confondre la politique « politicienne », c'est-à-dire à courte vue électoraliste, celle dont les médias nous inondent au cours des campagnes électorales et qui est devenue une « affaire », engageant d'énormes sommes d'argent, avec le souci de réfléchir à ce que sera le monde de demain, à vouloir une société plus conviviale, plus humaine ?

J'espère qu'il existe des Francs-maçons qui ne font pas cette confusion et que, parmi ceux-ci, des distributistes sauront remonter le niveau de pensée du Grand Orient.

M-L D.

### L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par M-L Duboin

Cette brochure « grande diffusion » résumant et actualisant les thèses distributistes, en 60 pages, dont quelques unes illustrées de courbes et de schémas, constitue un outil de travail simple, court, efficace, à diffuser le plus largement possible par nos lecteurs. La demander au journal (20 F l'une, 55 F les trois, 100 F les six).

### Les gestionnaires du Capital

Tous les partis de gauche géreront l'économie exactement comme tous ceux de droite. Tout simplement parce que la droite et la gauche sont soumises à l'argent-profit et que les uns et les autres n'ont pas encore pris conscience des véritables solutions à apporter à l'humanité.

Si l'on pense à l'Argent-profit, on ne peut pas penser au bien des populations. C'est la triste réalité qui freine l'évolution du vrai progrès.

Pour gérer une saine économie, il faut supprimer la monnaie-profit au « profit » de la monnaie distributive.

Il faut dissocier la durée du travail du revenu du travailleur. Sans cette base, rien n'est possible.

Albert CHANTRAINE

### SOUSCRIPTION PERMANENTE « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ »

P. INGRAIN : 300. G. SOUCHE : 40  
C. TARLE : 20. H. HESTO : 120.  
Mme CASANOVA : 180. J.  
OUVRIER : 70. G. BEAUX : 70. R.  
BOUDOT : 45. P. PASCHE : 50. H.  
MULLEMAN : 40. Mme P.  
LAHENS : 300. G. GOUGIS : 100. J.  
EMERY : 100. P. HERDNER : 20. LE  
BARON : 5. H. ANQUETIL : 10. R.  
DREYFUS : 20. G. OOSTEN-  
BROECK : 20. C. CHILARD : 100.  
M. DEHOUSSE : 50. R. POQUET :  
70. F. VALETTE : 20. Mme  
BUGUET : 250. M. GONTIER : 100.  
BARENDSE : 40. J.P. DEGANO :  
20. Mme GODET : 20. E. VAIS-  
SAIRE : 20. C. MONET : 100.

TOTAL : 2.300 F  
MERCI A TOUS.

## HORS LE HAMBURGER,

## POINT DE SALUT !

par

Jean-Pierre MON

Malgré le « triomphe » de Reagan au sommet des nations les plus riches du monde, qui vient de se tenir à Tokyo, la conjoncture aux Etats-Unis reste toujours incertaine : le produit national brut n'a progressé en rythme annuel que de 0,7 % au quatrième trimestre 1985, a annoncé le 19 mars le département du commerce... après trois estimations qui étaient de 3,2 % fin 85, 2,4 % fin janvier et 1,2 % fin février. Autrement dit, ça baisse chaque mois ! Finalement la croissance l'année dernière n'aura pas dépassé 2,2 % alors que la prévision initiale était de 4 %. C'est le taux de croissance le plus bas depuis le déclin de 2,5 % enregistré en 1982. Tout aussi inattendue est la brusque aggravation du chômage observée en février (+ 0,6 % en un mois) qui fait remonter le taux de chômage à 7,3 %. C'est la plus forte hausse mensuelle enregistrée sous la présidence de Reagan. Les deux tiers des nouveaux chômeurs ont été recensés dans trois états : le Texas où l'ensemble du secteur énergétique est frappé par la baisse du prix de pétrole, la Californie où de très graves inondations ont dévasté en janvier de nombreuses exploitations agricoles et l'Illinois où les emplois industriels continuent à fondre.

Sans parler du déséquilibre chronique des comptes extérieurs (hausse de 9,6 % du déficit de la balance des paiements courants, soit 117,7 milliards de dollars en 1985), on note un certain nombre d'autres signes défavorables : l'augmentation des stocks des entreprises, la diminution de la production industrielle ( en mars, la capacité de production de l'industrie n'était utilisée qu'à 79,4 % — chiffre le plus faible depuis décembre 83 —) et la baisse des ventes au détail.

Les experts ne savent toujours pas dire quand la chute du dollar commencera à faire sentir ses effets bénéfiques sur le commerce extérieur, ni quand l'avantage de la baisse des prix du pétrole vien-

dra effacer les conséquences catastrophiques qu'elle a pour l'instant pour les états dont l'économie est étroitement liée à l'industrie pétrolière. « Le Nouvel Observateur » de la semaine du 2 au 8 mai nous décrit la crise qui frappe le Texas : « Gonflés par des flots de pétrodollars, les Texans avaient étalé, en 1981, à Houston, du côté de Milan street, 40 millions de mètres carrés d'espaces commerciaux et de bureaux... aujourd'hui, 90 % de Milan street restent inoccupés... Chaque baisse de un dollar sur le prix du baril de pétrole provoque un manque à gagner de 3 milliards de dollars et une perte de 100 millions de dollars en impôts et taxes... A Beaumont, le taux de chômage qui était inférieur à 3 % il y a quatre ans est passé à 16 %. Mais les industriels du pétrole ne sont pas les seuls à souffrir et on estime que chaque perte d'emploi dans le secteur pétrolier correspond à la perte de 4 et 5 emplois dans les industries de sous-traitance ou dans le secteur tertiaire. A Lone Star, l'aciérie Lonestar Steel, qui fabriquait du matériel de forage a annoncé le mois dernier le licenciement de 2000 de ses 3000 employés et les autres ont été prévenus qu'ils ne tarderaient pas à suivre... Ceux qui souffrent le plus sont sans doute les entrepreneurs indépendants, ceux qui possédaient une poignée de ces derricks plantés dans le désert : 50 % d'entre eux ont d'ores et déjà fait faillite... A Houston, les grands magasins ferment en chaîne. On a

enregistré une augmentation des dépôts de bilan de 33 % sur les commerces par rapport à l'an passé ; 200.000 maisons particulières sont vacantes dans la métropole. Pour les autres, les huissiers se chargent, à raison de 1600 interventions par mois, de faire le ménage ». D'autres états pétroliers, la Louisiane, l'Oklahoma, l'Alaska,... souffrent aussi. Quant aux états céréalières du Middle West, ils sont, depuis longtemps, comme nous l'avons vu dans la Grande Relève (Fil des Jours du numéro 832 de mars 85), en bien piètre état.

Ce marasme économique se répercute sur la santé de banques américaines, à tel point que celles qui sont affectées par les crises sévissant dans l'agriculture et le secteur pétrolier vont bénéficier de règles plus souples destinées à leur permettre de surmonter en partie leurs difficultés. Selon « Le Monde » du 29 mars, la Federal Deposit Insurance Corp., l'une des agences fédérales contrôlant les activités de plus de 8500 banques, vient d'adresser aux responsables de ces banques les détails de son programme. Ce programme accorde un très long délai pour redresser le ratio du capital des banques en difficulté dans ces deux secteurs et dont la gestion est considérée comme saine... Quelque 4000 banques dans le secteur agricole et 500 dans le secteur énergétique peuvent théoriquement, préciser le F.D.I.C., bénéficier de cette facilité. Selon les nouvelles règles, les banques

### MONNAIE

L'Argent-profit engendre l'accessoire.  
L'Argent-service fait naître l'essentiel.  
L'un détruit, l'autre construit.  
L'un abêtit, l'autre ennoblit.  
Quelle monnaie choisirez-vous  
Celle du profit ou celle du service ?  
Moi je réponds : la monnaie distributive !

Albert CHANTRAINE

en difficulté dans les deux secteurs auront jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1993 pour redresser ce ratio, à condition cependant qu'il ne chute pas au-dessous de 4 %. En 1985, sur les 118 faillites de banques commerciales aux Etats-Unis, 68 étaient des banques agricoles et le nombre de banques « à problèmes » dans ce secteur dépassait 300, contre 100 il y a trois ans. Selon une étude récente de la F.D.I.C., les prêts bancaires au secteur pétrolier et gazier s'élevaient en 1985 à 61 milliards de dollars dont 10 milliards classés comme « créances douteuses » avant le début, en novembre, de l'effondrement des prix internationaux du pétrole brut. »

Après ce rapide panorama de la situation économique américaine, que reste-t-il donc pour soutenir l'optimisme de Reagan et de ses admirateurs européens ? L'informatique, et plus généralement les technologies nouvelles ? Nous avons vu dans « Les dossiers de la Grande Relève » de décembre 1985 qu'il ne fallait pas en espérer beaucoup de créations d'emplois mais plutôt des suppressions d'emplois ! Alors où passent donc les chômeurs américains ?

Ils occupent ce que certains appellent les métiers « vedette » (!!) créés dans le secteur des services : gardiens d'immeubles, coursiers, employés dans les « fast food »... à temps partiel (voir dans la Grande Relève de mai 85 « Encore un rêve qui s'envole »). Maintenant, il paraît même que « Burger King », une chaîne de fast food qui compte 160.000 salariés, doit recourir à des annonces de télévision pour recruter le personnel qui lui manque. C'est dire si la reprise est bien amorcée aux Etats-Unis. Et comme c'est à nous, européens, de prendre la relève des Etats-Unis, pour tirer l'économie mondiale, je suggère aux gouvernements occidentaux de nous mobiliser tous sur un seul mot d'ordre « **Hors du hamburger, point de salut** ». Ce doit être notre « nouvelle frontière » pour le troisième millénaire.

Quel programme exaltant !

### A salaire égal, le temps de travail diminue

La grande grève entamée le 13 mars par quelque 250 000 ouvriers et employés finlandais n'aura duré que cinquante-huit heures. Dans la soirée du 14 mars, les partenaires sociaux ont conclu, pour un million de « cols bleus », et de « cols blancs » des secteurs privé et public, de nouvelles conventions collectives couvrant 1986 et 1987.

Sur le problème-clé de la réduction de la durée du travail, qui a longtemps bloqué les négociations paritaires et provoqué le conflit, les syndicats ont obtenu partiellement gain de cause. Ils réclamaient la semaine de 35 heures en 1990.

Les employeurs, qui y étaient opposés, ont finalement fait des concessions, et, dans quatre ans, les salariés finlandais travailleront 37,5 heures par semaine, contre 40 heures aujourd'hui.

Extrait du Monde, 18 mars 1986

Mais c'est en Finlande !

★ ★ ★

### La méthode américaine au Nicaragua

Les USA (230 millions d'habitants) utilisent, contre le Nicaragua (3 millions d'habitants), toute les méthodes de guerre possibles (en dehors de la guerre nucléaire).

- Guerre économique :
- blocage des prêts (dès 1981)
- minage des principaux ports (action pour laquelle les USA ont été condamnés par le Tribunal international de la Haye).
- bombardement des installations portuaires de Corinto.
- Embargo total du Nicaragua.
- Guerre biologique :
- épidémie soudaine de dengue en 1985 (500.000 victimes) apparaissant spontanément en plusieurs points du pays.
- destruction de la production cotonnière par une bactérie d'origine inconnue dans le pays, mais déjà utilisée par la CIA contre la production cotonnière à Cuba.
- actions militaires occasionnant des centaines de victimes civiles et des millions de dollars de pertes.

Pourquoi cet acharnement meurtrier contre ce petit peuple ?

Parce que ce peuple courageux et son avant-garde le F.S.L.N. ont mis fin le 19 juillet 1979, après 20 ans de luttes héroïques, à l'une des dictatures les plus sanglantes d'Amérique Latine.

Fort de toutes les expériences révolutionnaires de par le monde, le FSLN, après avoir rompu avec le système semi-colonial et féodal dominé par l'impérialisme américain, a mis en place :

— CAMPAGNE D'ALPHABÉTISATION : en 2 ans, le pourcentage des analphabètes est passé de 65 % à 12 % et a reçu le prix de l'UNESCO pour cette action.

— CAMPAGNE POUR LA SANTÉ : diminution de la moitié de la mortalité infantile. Eradication de la polyomyélite et de la tuberculose.

— REFORME AGRAIRE : avec distribution de terre aux paysans sans terre et du fusil pour les défendre.

— CREATION DE COOPERATIVES RURALES ET URBAINES : autogérées.

Extrait de DISECO n° 37

★ ★ ★

### INITIATIVES EN BELGIQUE :

Nos amis belges nous ont envoyé d'excellentes nouvelles :

Au cours de la journée organisée en avril dernier par le journal « La Lucarne », à Namur, et dont les débats furent très intéressants, tous les conférenciers ont reçu une abondante documentation accompagnant la brochure « L'Economie libérée ».

Autour de cette même brochure, des débats ont également été organisés à Liège par nos amis. L'un d'entre eux l'a introduite auprès des écologistes du milieu AGALEU de langue néerlandaise. Enfin elle se trouve au Centre d'Etudes Laïque de Liège, ce qui permet au Vice-Président de ce Centre d'en parler à ses visiteurs, à qui il suggère la lecture de la Grande-Relève...

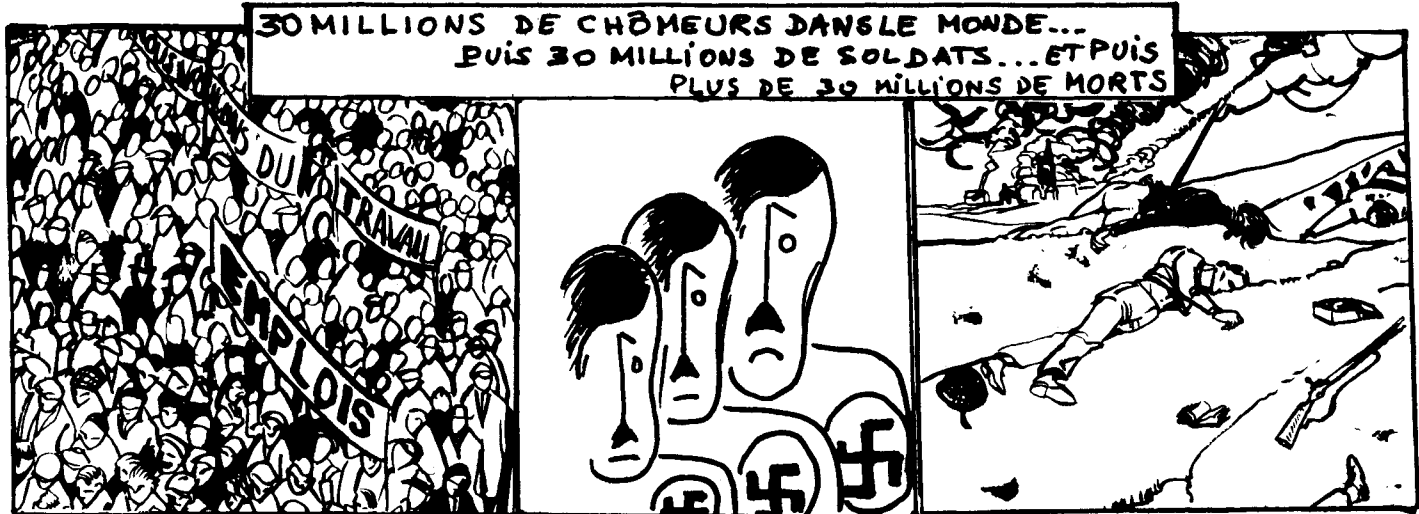
De tels efforts portent leurs fruits. Ainsi, récemment la revue écologique de Tournai. « Eco-Picardie », parlait elle aussi de « L'Economie Libérée ». Et un article sur cette brochure, signé par M. Roussel va bientôt paraître dans la Pensée Libre.

### ET AUX PTT :

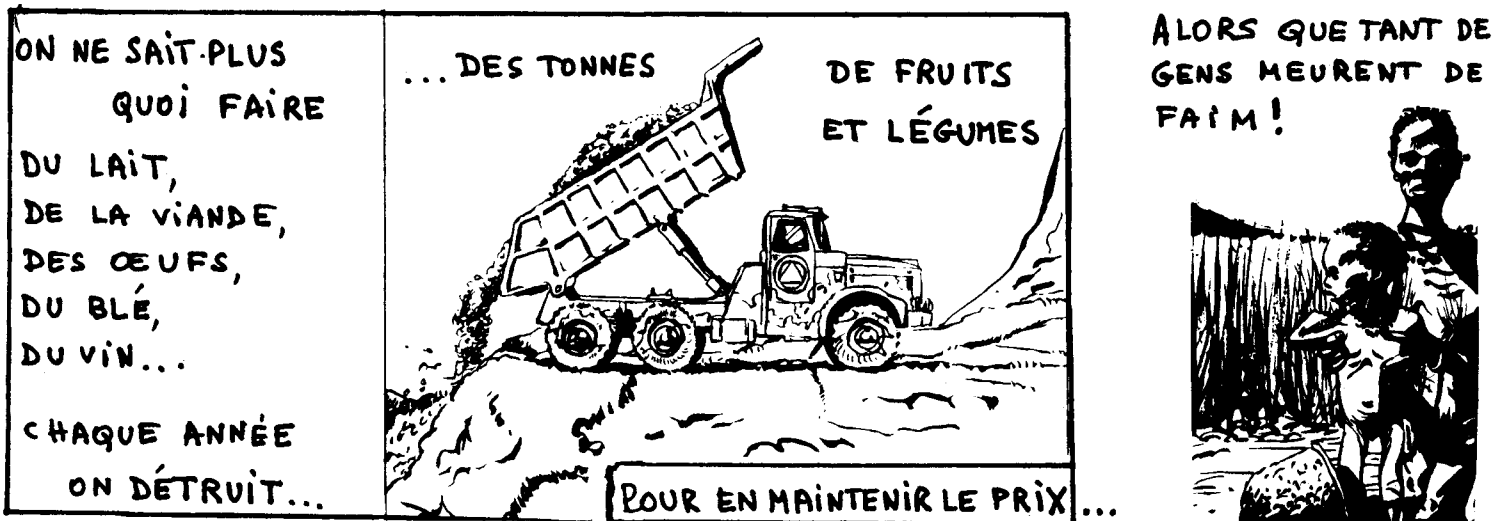
J. Emery, de Marseille, a fait paraître intégralement dans le bulletin du premier trimestre 1986 de la Mutuelle Générale des P.T.T. (n° 113), à l'occasion des « cent jours de la mutualité », une lettre dans laquelle il explique que les menaces qui pèsent sur la sécurité sociale et sur la mutualité en général sont dues à la « crise économique »... que Jacques Duboin avait prévue dès 1936. Citant la Grande Relève dont il donne l'adresse, notre camarade a su conclure que la solution non utopique est de sortir de l'économie marchande.

# UNE EPOQUE FORMIDABLE... UN SYSTEME ECONOMIQUE ABSURDE...

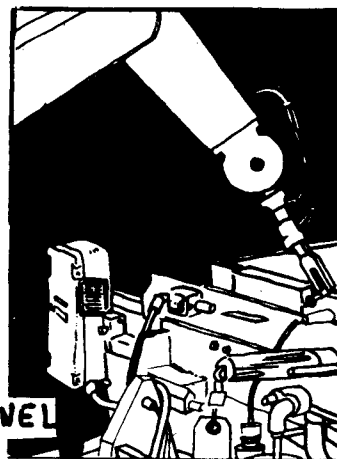
NOUS NE VOULONS PAS REVOIR CE QUI S'EST PASSE DANS LES ANNEES 30-40 :



ET LA CRISE EST REVENUE...



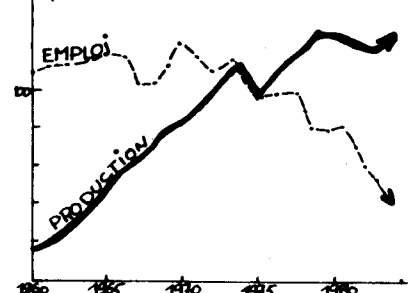
ON FERME DES USINES... ET LEUR PERSONNEL  
MIS À LA PORTE, MANQUE DE TOUT CAR



L'ARRIVÉE DES ROBOTS

SE TRADUIT PAR :

- La chute des emplois
- L'accroissement de la production



## **ACCUSES : ROBOTS ET ORDINATEURS, VOLEURS D'EMPLOIS. FAUT-IL LES SUPPRIMER ?**

**NON !** Les robots sont là... qu'ILS TRAVAILLENT et que la fête commence, mais la fête pour TOUS !

OUI, que l'évolution des techniques poursuive sa course effrénée, que les machines effectuent le travail de 100, 1.000 ouvriers et cultivateurs. Mais qu'aucun ne soit alors condamné à un revenu de MISERE, inférieur au smic.

En effet, pour que la fête commence il faut changer les règles du jeu. A l'évidence, il n'est PLUS POSSIBLE de MESURER LES REVENUS en fonction du TEMPS DE TRAVAIL. Nos ressources ne cesseraient de diminuer alors même que la PRODUCTION AUGMENTE ?

Nous refusons cette insulte au bon sens en soutenant que c'est désormais sur la PRODUCTION qu'il faut se baser pour DISTRIBUER LES REVENUS.

Pour ce faire, CHANGEONS LA MONNAIE, Créons une monnaie SANS PROFIT, qui ne nous empêche plus à la fois de consommer et de produire.

Le travail des robots permettra de produire des BIENS de plus en plus ABONDANTS qui assureront la sécurité et le bien-être de tous.

A moins que...

A moins que nous laissons les détenteurs de moyens de production, les multinationales qui régissent la planète, DETRUIRE régulièrement des milliers de tonnes de nourriture et de produits manufacturés.

INSOUTENABLE ABSURDITE, les laisserons-nous nous imposer PAUVRETE et VIOLENCE dans un monde de plus en plus RICHE ? En France seulement, 5 millions de personnes manquent du nécessaire, FAUTE D'ARGENT.

Ce ne sont pas les robots qu'il faut supprimer, c'est ce système absurde dans une époque extraordinaire.

Chaque mois nous ouvrons la voie de la réconciliation du CHÔMAGE et de l'ABONDANCE dans





Le journal « La Grande Relève des Hommes par la Science » a été créé en 1934 par Jacques DUBOIN pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ».

Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme.

Ces nouvelles structures constituent

## ***L'économie distributive***

**Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDÉPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI ».**

**Ceci implique de nouvelles institutions :**

### **Les revenus**

Le salariat est aboli. Un « **REVENU SOCIAL** » qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier, est ouvert périodiquement à tout individu, de sa naissance à sa mort, en une monnaie non thésaurisable.

### **La monnaie de consommation**

Le pouvoir de l'argent doit être supprimé. Pour cela, la monnaie perd sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de chemin de fer ; elle n'a pour but que de distribuer équitablement la production, en laissant à chacun sa liberté de choisir.

### **Le travail**

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un

**SERVICE SOCIAL** auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant la durée de sa carrière active.

### **La gestion**

d'une telle économie devient un problème d'information comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

Le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services.

L'organisation économique et sociale est **DECENTRALISEE**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordonnateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

Cette assurance de recevoir sa part de production, même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

## **TARIF DES ABONNEMENTS**

FRANCE : 80 F    ETRANGER : 105 FF  
ABONNEMENT DE SOUTIEN : 120 F

REGLEMENT PAR CHÈQUES POSTAUX, BANCAIRES OU MANDAT A L'ORDRE DE : LA GRANDE RELEVÉ,  
CCP. 13.402.39 M PARIS

*(Joindre le bulletin d'abonnement du verso)*

# Les conséquences

Déarrassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveau-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et

tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'instaure sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.

**LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.**

## **BULLETIN D'ABONNEMENT (à retourner à la « Grande Relève »)**

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

vous fait parvenir par chèque (postal, bancaire) ou mandat la somme de : ..... Francs

pour ..... abonnement(s) à la « Grande Relève »

LA GRANDE RELEVE, 88, bd Carnot, 78110 LE VESINET - C.C.P. 13402.39 M Paris

# les dossiers de la grande relève

L'ENQUETE DE « QUE CHOISIR » :

## **ABONDANCE INDESIRABLE** par René MARLIN

Depuis des dizaines d'années la « Grande Relève » dénonce la misère dans l'abondance et la destruction des produits alimentaires dans le même temps où des millions de personnes ont faim, même dans les pays dits riches, et où des centaines de milliers d'autres meurent dans les contrées du tiers-monde. Aujourd'hui nous recevons le renfort de grandes vedettes du spectacle et surtout du mouvement consumériste.

Parti des Etats-Unis où, dans les années 50, l'avocat Ralph Nader s'était rendu célèbre par ses luttes judiciaires contre les producteurs sans scrupules, le mouvement s'étend maintenant largement en Europe. En France l'Union Fédérale des Consommateurs avec ses unions locales et son mensuel « Que Choisir ? » (1) contribue largement à la défense des acheteurs que nous sommes tous. Dans sa livraison du mois d'avril 1986 la revue publie un article intitulé : « Le décret Coluche — stocks européens — surproduction alimentaire » où l'on pourra regretter l'emploi du terme surproduction s'agissant de nourritures bien nécessaires à la survie des populations. Mais le contenu du dossier offre un panorama souvent nouveau sur l'ampleur de « l'assainement des marchés » auquel se livrent notre pays et la C.E.E. (Communauté économique européenne) d'une manière parfaitement organisée, codifiée et légalisée, sans compter les pertes qui résultent de la mauvaise conservation des denrées périssables, et des actions menées par certains producteurs mécontents de baisses de prix ou d'importations qu'ils jugent intempestives.

« Que Choisir ? » assure que dix mille tonnes de pommes de terre ont été ainsi déversées dans les rues bretonnes en février dernier.

Mais, par les voies légales, 284 200 tonnes de fruits et 25 500 tonnes de légumes ont été retirées du marché, en France, pour la seule année 1984. Dans la C.E.E., les retraits s'élèvent, en moyenne, à 1,3 million de tonnes annuellement. Il est prévu qu'une partie de ces denrées doit faire l'objet d'une distribution gratuite aux organismes sociaux et aux personnes défavorisées, mais de 1970 à 1983, par exemple, précise la revue, 2,7 % des retraits de pommes ont été distribués, alors que 26,2 % ont été détruits ou se sont détériorés. Un tableau montre que la tendance est à l'aggravation au cours des dix dernières années. « A se demander même si certaines récoltes ne sont pas dès l'origine produites pour les retraits », ajoute notre confrère, « en 1983-84 60,3 % des mandarines, 24,5 % des oranges, 47,5 % des citrons produits par la C.E.E. ont été retirés du marché. » Poursuivons la citation :

*« Certes en matière de fruits et de légumes, l'offre est difficilement maîtrisable, les résultats d'une récolte difficiles à prévoir. C'est la faute de la météo, et puis les fruits c'est périssable ! Quand il y en a trop, on les retire : l'idée directrice est qu'une baisse des prix ne fera pas augmenter de façon sensible la consommation. La production n'aura donc pas de débouchés et le revenu des producteurs s'effondrera.*

*Mais les fruits et légumes ne sont pas un cas isolé. Les excédents européens touchent la plupart des produits agricoles : il y a aujourd'hui en attente 22,8 millions de tonnes de céréales dans les greniers de la C.E.E., un million de tonnes de beurre et 720 000 tonnes de viande bovine dans les frigos.*

*Résultats : les consommateurs ne profitent que très partiellement des baisses de prix puisque les*

*cours sont maintenus artificiellement à des niveaux élevés. Ils paient ce qu'ils achètent et ils paient aussi, par le biais de leurs impôts, ce qu'ils n'achètent pas. Globalement, entre 1979 et 1982, les retraits de fruits et légumes ont coûté en moyenne un milliard de francs par an au budget de la C.E.E, ce chiffre s'est élevé à deux milliards en 1983. Les coûts de stockage du beurre se chiffrent à 4,8 milliards de francs par an, ceux de la viande bovine à 6,5 milliards, ceux des céréales à 5,3 milliards.*

### **LE PARTAGE SELON COLUCHE**

*La surproduction est un problème structurel : elle demande des réponses à long terme, l'adoption de mécanisme permettant de mieux ajuster l'offre à la demande. Pourtant devant ces stocks de nourriture qui ne servent à rien et qui coûtent cher, devant toutes ces denrées perdues ou détruites alors que 600 000 personnes n'ont pas assez à manger, comment ne pas penser que le partage est mal fait ?*

*Le 20 février dernier, Coluche est allé à Strasbourg au Parlement européen s'étonner de ce que les Européens « n'aient pas à bouffer », alors que la production est largement excédentaire. Depuis l'hiver dernier, à son initiative, six cents « restaurants du cœur » animés par des bénévoles se sont ouverts en France afin de servir des repas à ceux qui justement « n'ont pas à bouffer ». Coluche a sollicité des dons auprès des entreprises agro-alimentaires, racheté des surplus par le biais notamment du ministère de la Solidarité nationale pour faire fonctionner ces restaurants jusqu'au printemps au moins.*

*L'amateur en salopette s'est soudain senti l'âme d'un salutiste et tout le monde a craqué : la droite, la gauche et le show-*

(1) :U.F.C. — Que Choisir 14 rue Froment 75555 Paris Cedex II.

# les dossiers de la grande relève

business cohabitent quatre heures sur un plateau de TF1 le 26 janvier dernier et 20 millions de francs tombent dans la sébille des restaurants du cœur. L'exemple se propage en Belgique (trente-neuf restaurants), en Allemagne (deux pour l'instant), en Angleterre, en Espagne et en Hollande.

Les députés français, toujours à l'initiative de Coluche, déposent un texte à l'Assemblée nationale qui prévoit une réduction d'impôts pour les dons faits en faveur des associations luttant contre la pauvreté, en Europe comme dans le tiers-monde. Au Parlement européen, les députés socialistes proposent une résolution identique.

Bien sûr, Coluche n'a rien inventé. Il a simplement eu le mérite de mettre sur la place publique une situation absurde : la surproduction et le gaspillage face à la faim et à la misère. Mais il aurait tout aussi bien pu ne jamais s'en préoccuper !

Son analyse est également économique : si on lui donnait les surplus de beurre de la C.E.E., ça ferait des tartines pour les pauvres et ça coûterait 6 F de moins par kilo à la collectivité puisqu'on économiserait sur les coûts de stockage qui sont très élevés. D'autre part, son initiative ne perturberait pas les marchés et n'aurait donc pas d'influence néfaste sur le revenu des producteurs puisque les surplus seraient distribués à des gens qui de toute façon ne pourraient acheter puisqu'ils ne sont pas solvables.

Certaines associations dont l'UFC dénoncent depuis des années le gaspillage, la surproduction et les méfaits de la politique agricole commune. Les pouvoirs publics ne restent pas indifférents. M. Bérégovoy a souhaité voir se développer la distribution gratuite des excédents. Une cellule « pauvreté » au ministère de la Solidarité, relayée au niveau des préfectures par des cellules de même nom, travaille en liaison avec les associations caritatives.

Des surplus de pommes, de lait, de pruneaux, de beurre, de viande, de pommes de terre ont ainsi été

redistribués par ce biais ces derniers mois ».

« Que Choisir ? » ne précise pas si le nouveau gouvernement est disposé à reprendre ces dispositions. En tous cas, les radios et télévisions nationales continuent à présenter comme des victoires françaises les augmentations de prix « obtenues » à Bruxelles par le ministre de l'agriculture d'ailleurs ancien président de la F.N.S.E.A. (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) ! C'est tout dire !

Le mensuel de l'U.F.C. examine ensuite une autre forme de palliatif à ces excès :

## **BANQUES ALIMENTAIRES : LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE**

Côté associatif encore, les banques alimentaires, créées en France depuis décembre 1984 sur le modèle américain et canadien des « food banks », tentent de lutter contre le gaspillage alimentaire et de favoriser le partage. Il en existe une quinzaine en France qui travaillent en liaison avec 260 associations. Un de leurs principes fondamentaux : fonctionner sans argent.

Pour s'approvisionner, elles « récupèrent » : elles incitent par exemple les entreprises agro-alimentaires et les distributeurs à leur donner tous les produits qu'ils auraient jetés, bien qu'ils soient parfaitement consommables : les surproductions, les denrées mal conditionnées, mal calibrées, ou trop proches de la date limite de vente pour emprunter les circuits de distribution classiques. Des contrôles sont effectués bénévolement par la Répression des fraudes. Autres actions à plus petite échelle : les récupérations des plats non consommés dans les cantines, des sandwichs et plateaux repas du TGV.

Les banques alimentaires tentent aussi de « provoquer le don ». En quatorze mois, elles ont ainsi recueilli 1400 tonnes de nourriture sans déboursier un centime. Cependant, elles n'assurent pas la redistribution car elles s'estiment

non compétentes en ce domaine. Elles passent par les associations dont c'est la vocation, pour faire parvenir cette aide alimentaire aux gens en difficulté.

L'aide alimentaire se fait donc sous trois formes :

— le colis remis aux familles afin de préserver leur intimité familiale. On cherche à équilibrer le contenu, mais aussi à l'adapter aux ethnies et aux races.

— les restaurants sociaux,

— les repas « pain partagé » dans de petits lieux d'accueil où bénévoles et personnes en difficultés partagent ensemble le repas afin de favoriser le contact et d'effacer la relation de dépendance.

En avril 1985, des députés européens — déjà ! — avaient proposé une résolution invitant les gouvernements à susciter et favoriser l'implantation de banques alimentaires. Il est vrai qu'on n'a en pas beaucoup parlé ! Coluche lui, n'a pas besoin de démarcher les médias.

« Que Choisir ? » précise les modalités prévues pour la régulation des marchés en France et en Europe :

## **LES MECANISMES DE RETRAIT DE FRUITS ET LEGUMES**

Les mécanismes de retrait dans le secteur des fruits et légumes ont été instaurés en France par la loi d'orientation de 1962 et repris au niveau européen en 1966. Onze produits peuvent en bénéficier : les pommes, les poires, les pêches, les oranges, les mandarines, les citrons, les raisins de table, les abricots, les tomates, les choux-fleurs et les aubergines.

Les retraits ne peuvent être opérés qu'à certaines dates variables selon le produit. Seuls sont indemnisés les membres de groupements de producteurs et les producteurs indépendants soumis à l'extension de règles, et seulement pour les produits respectant les règles de normalisation. L'indemnisation se fait sur la base d'un prix de retrait fixé par le Conseil des ministres de l'Agriculture de la C.E.E. qui se situe environ entre 20 et 50 % du prix normal du marché.

Suite page 13



## « L'ECONOMIE BAFOUEE » par André PRIME

Aux Editions Entente, dans la Collection « VIVRE DEMAIN », J.A. DEGROTTE et E. EUVERTE ont publié, il y a quelque temps, un petit livre intitulé « L'ECONOMIE BAFOUEE ».

Diplômés « économiques », les auteurs se sont frottés aux réalités, puisqu'après diverses activités concrètes, ils font actuellement partie de la Direction de la Planification chez Renault.

### 1) UNE ANALYSE DE LA SITUATION CONFORME A CELLE DE L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE.

Le plus simple et le plus convaincant est de citer les auteurs.

— A propos de la réduction généralisée du temps de travail :

« Entrer dans la vie active plus tard, en sortir plus tôt, être au chômage sont aussi des formes de la réduction du temps de travail... »

« La baisse des heures travaillées est une tendance à long terme des économies développées ».

A propos de l'emploi :

« On n'enregistre pas, comme dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, de mouvements de croissance négative... Ceci est dû notamment aux mécanismes correcteurs mis en place depuis la fin de la seconde guerre mondiale ».

« Jusqu'au début des années 70, les taux de chômage ont oscillé entre 1 et 5 %. Depuis cette époque, les chiffres sont passés de 2,5 % à plus de 10 %.

(suite de la page précédente)

Le financement est assuré par le FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) par l'intermédiaire pour la France de l'ONIFLHOR (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture, créé en 1982). Les produits ayant fait l'objet de retrait sont soit distribués gratuitement à des organismes sociaux ou des personnes défavorisées, soit distillés, soit orientés vers l'alimentation animale soit purement et simplement détruits.

Il ne fallait pas attendre de la part d'une publication consacrée à la défense des consommateurs dans le cadre du système économique actuel une prise de position en faveur de nos solutions. Néanmoins nous avons fait le nécessaire pour que les responsables en

C'est un phénomène dont l'ampleur dépasse celui qui avait été enregistré lors de la crise des années 30 ».

« La durée hebdomadaire du travail a été pratiquement divisée par deux depuis le début du siècle : les heures travaillées, par un individu, ne cessent de décroître depuis le début du siècle sous l'effet de la hausse de la productivité : on produit plus de biens et de services par personne en moins de temps... »

« De 1950 à 1965, le PNB/tête a augmenté de 82 % pendant que les heures travaillées diminuaient de 11 % ; alors que la hausse du PNB/tête n'est plus que de 70 % sur la période 1965/1980, la baisse des heures travaillées/tête s'accélère pour atteindre 15 % ; parallèlement, la productivité horaire a de nouveau doublé sur la même période.

En trente ans, le temps nécessaire à la production d'un objet a été divisé par quatre. »

Après avoir tracé l'évolution des facteurs économiques, les auteurs posent le problème comme nous le faisons :

« L'enjeu des années 1980-1995, alors que la croissance prévisible du PNB/tête est de 35 % et que la productivité potentielle est supérieure à 100 %, est de savoir si l'ajustement nécessaire se fera par un refus de la productivité ou par une forte baisse des heures travaillées/tête... C'est la croissance qui crée l'emploi, la pro-

soient informés.

Il ressort de l'étude publiée une prise de conscience plus avancée, de la part de cette union de consommateurs, des véritables problèmes économiques qui régissent la vie journalière des simples citoyens. L'on peut constater une pénétration des idées qui nous sont propres : « Les contribuables paient deux fois les produits, une fois à l'achat, une autre fois avec leurs impôts », dans le système actuel, seuls les besoins solvables sont pris en compte ; il y a une reconnaissance très claire du fait inadmissible de la faim devant une production pourtant convenable et de l'insuffisance des remèdes proposés.

A nous tous de faire en sorte que les pas suivants, menant vers l'économie distributive, puissent être franchis sans trop tarder.

ductivité supprime des heures travaillées :

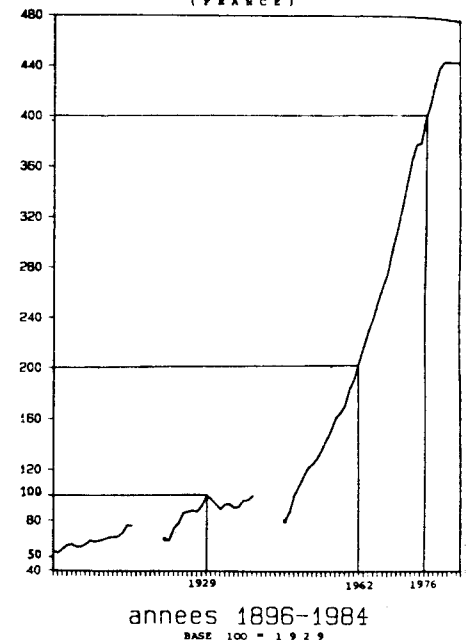
... Désormais, l'alternative à la réduction des heures travaillées se situe essentiellement entre l'accroissement du chômage et celui du temps libre ».

Et les auteurs de préciser :

« A l'horizon 1988, il n'y a qu'une alternative : il faudra choisir entre l'équivalent de 32 heures hebdomadaires de travail, 6 semaines de congés, un chômage dit frictionnel (2 à 300.000) et, à durée égale du travail hebdomadaire (39/40 h.), l'équivalent de 5 millions de chômeurs (ce chiffre comprenant, éventuellement, des sureffectifs dans les entreprises).

« Le chiffre de 5 millions n'est pas exagéré dans la mesure où il ne constitue qu'une simple extrapolation des

croissance  
(FRANCE)



conséquences sur l'emploi de la poursuite de la tendance passée de productivité. Nous avons volontairement fait l'impasse sur l'accélération du progrès technique dû à l'automatisation et à la robotisation ».

Voilà l'essentiel sur le plan de l'analyse de la situation. Elle rejoint la nôtre. Résumons :

1. Le schéma montre qu'en 14 ans seulement, de 1962 à 1976, la croissance a été multipliée par 2 (4 fois plus de biens qu'en 1929, 8 fois plus qu'au début du siècle) ;

2. Depuis la « crise », même avec une croissance réduite, mais jamais

# les dossiers de la grande relève

nulle et très rarement négative, une augmentation de productivité maintenue par la concurrence à 5/6 % a généré en France 3 millions de chômeurs (2.500.000 officiels + 500.000 « résorbés » par le traitement social du chômage). En moyenne, une faible croissance supprime 300.000 emplois/an : c'est du reste ce que confirment les récents pronostics de l'INSEE pour 1986. En mai 1981, il y avait 1.700.000 chômeurs : fin 1985 — soit en 4 ans 1/2 — 1.300.000 de plus : ce qui fait bien 290.000 emplois supprimés/an.

3. Ce processus ne peut que s'accroître, les progrès techniques s'accéléralent ; les patrons français, qui avaient promis 367.000 emplois si on les autorisait à licencier, font déjà machine arrière après avoir obtenu ce qu'ils voulaient. Nous nous en doutions ! Si 5 millions paraissent exagérés à l'horizon 88, cela est très « mathématiquement » plausible à l'horizon 90/92 : 3 millions + 300.000/an = 4.800.000 à 5.000.000. S'il n'y a pas accélération du phénomène...

4. Les heures travaillées/tête ont été divisées par 2 depuis le début du siècle. Il faut, en effet, prendre en compte :

- la scolarité moyenne passée de 11 à 22 ans ;
- la retraite passée de 65 ans et plus à 60 et moins (souvent 55 ans) ;
- les congés payés, 5 et souvent 6 semaines (plus tous les « ponts ») ;
- la durée du travail hebdomadaire passée de 55 heures (et très souvent, beaucoup plus) à 39 ou moins ;

Nous avons donc :

- Avant : 55 h. x 52 semaines x 54 ans = environ 155.000 heures/vie
- Maintenant : 39 h. x 47 semaines x 38 ans = environ 70.000 heures/vie.

Et ce, avec 2.500.000 chômeurs improductifs !

5. Enfin (explosera, n'explosera pas ?) une société qui devait « exploser » (cf. Pompidou) avec 1 million de chômeurs n'explose pas. Explosera-t-elle avec 5 millions ? Rien ne le prouve. Comme le disent les auteurs de l'Économie Bafouée : « une solution qui engendre 5 millions de chômeurs ne conduit pas à l'effondrement économique ».

## 2) DES REMÈDES QUI NE SORTENT PAS DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Degrotte et Euverte ne songent pas un instant à une économie de type distributif. Ils cherchent une sortie dans l'économie de marché, donc avec le système monétaire actuel. On peut

douter que, même si leurs propositions étaient appliquées, le capitalisme reparte pour de nouvelles « 30 glorieuses ». Néanmoins, comparées au conservatisme rétrograde de la droite revenue au pouvoir — et cela est vrai pour les autres pays : USA, Angleterre, notamment —, les solutions envisagées ne manquent pas d'originalité, voire de pertinence. A ce prix, le régime pourrait corriger une partie de ses principaux méfaits, faire une cure de jouvence...

Les auteurs ont donc bien posé, nous l'avons vu, le problème productivité-chômage. D'autre part, ils sont plus que sceptiques sur un fort redémarrage de la croissance. Dans ce cas, que proposent-ils, pour que les entreprises « s'en sortent » ?

« L'alternative actuelle se situe entre le chômage et son financement par les prélèvements obligatoires et un partage des gains de productivité par durée du travail en baisse et compensation salariale. »

« Sur le plan économique et social, il faut donc faire le choix entre la situation actuelle (l'investissement + l'emploi, voire l'emploi sans l'investissement) qui conduisent à une perte de compétitivité, ou l'investissement sans l'emploi (peu de personnes travaillant intensément, et beaucoup de chômeurs) ou un équilibre investissement-emploi (beaucoup de personnes travaillant peu mais de façon très productive).

Ceci induit le choix entre trois types de société et de mode de vie :

— La première qui conduit à une société « à l'anglaise » des années 70. Dans de nombreux secteurs de ce pays la productivité physique par tête pour une même durée du temps de tra-

vail est inférieure de moitié aux autres pays européens. Dans un premier temps, la baisse de la productivité maintient les effectifs au travail. Dans un deuxième temps, si les parités ne suivent pas l'évolution des productivités moyennes relatives, c'est la destruction un par un des secteurs de l'économie et la montée sans retour du chômage.

— La seconde conduit, soit à une société « d'assistés », soit à une société où les contrastes entre les extrêmes s'accroissent selon la façon dont sera distribuée ou non vers les sans-emploi la production nationale.

— La troisième conduit à une société dont il n'existe pas d'exemple de référence actuellement, très performante sur le plan économique avec peu d'heures travaillées pour tous. »

### REMEDES AU CHOMAGE

1) Pour nos auteurs, la solution N° 1 pour remédier au chômage passe par une nouvelle répartition des charges des entreprises, en privilégiant celles qui ne licencieraient pas, mais diminueraient les heures de travail POUR TOUS à salaire égal. Ils partent du principe — mathématiquement exact (voir schéma) — que, dans le cadre de la législation actuelle, les entreprises ont intérêt à assurer leurs gains de productivité en licenciement et non en répartissant la charge de travail sur tous.

« Mais l'obstacle le plus important sur le plan économique concerne le mode de calcul des charges sociales, qui est à l'heure actuelle le mécanisme pervers économique qui génère le plus de chômage. Le système actuel favorise les gains de productivité par réduction d'effectif, et non par réduction du temps de travail. »

D'où le tableau ci-après :

SCENARIOS SOCIAUX POUR 2 ENTREPRISES A et B ; GAIN PRODUCTIVITE : 20 %

Bilan	Salariés			Entre-prise	Etat	
	Scénarios	Durée travail (h)	Salaires (10 <sup>9</sup> F)			Charges (10 <sup>9</sup> F)
Base : A et B	100.000	39	10	5	15	-
<u>1. Règles actuelles</u>						
A: Réduction effectifs	80.000	39	8	4	12	- 1 et 20.000 chômeurs
B: Réduction temps	100.000	32	10	5	15	-
<u>2. Avec péréquation</u>						
A: Réduction effectifs	80.000	39	8	6	14	+ 1 et 20.000 chômeurs
B: Réduction temps	100.000	32	10	4	14	- 1

L'entreprise A qui licencie gagne 3 milliards par rapport à l'entreprise B qui maintient effectifs et salaires pour 32 h. hebdomadaires. Par contre, l'Etat perd 1 milliard de recettes et doit secourir 20.000 chômeurs.

En revanche, si l'on opère une péréquation des charges (nous ne pouvons ici entrer des les détails), les salaires + charges mettent les entreprises à égalité. Dans le cas A, l'Etat retrouve le milliard de charges sociales qu'il perd avec B, mais a toujours 20.000 chômeurs à secourir.

## 2) Deuxième REMEDE AU CHÔMAGE, complément du 1<sup>er</sup> remède, avec réduction du temps de travail :

une meilleure utilisation des installations. C'est un fait qu'actuellement *i n v e s t i s s e m e n t s /* installations + diminution de travail = baisse de rentabilité. Pour amortir le caractère fâcheux sur le plan humain du travail posté, les auteurs comptent sur la contrepartie « temps de loisir dégagé » en l'occurrence 8 heures, ce qui effectivement n'est pas négligeable). De plus, pour réduire les inconvénients (transports quotidiens, par exemple), ils proposent des formules telles que 4 jours x 8 heures, mais avec 6 jours d'ouverture des installations.

Avec des variantes — nous ne pouvons entrer ici dans le détail — ces objectifs s'appliquent au tertiaire. Degrotte et Euverte sont d'accord avec nous quand ils écrivent :

*« Le risque majeur de l'économie à l'heure actuelle, ce n'est pas la disparition des emplois agricoles et industriels, mais ceux du secteur tertiaire ».*

## 3) Troisième REMEDE

Les auteurs préconisent l'emploi à mi-temps qui pourrait intéresser — selon eux — 10 % de la population active (= 2.200.000 chômeurs en moins). La charge chômage de l'Etat — et donc des entreprises — serait réduite d'autant ; même s'il est envisagé des primes pour encourager le travail à mi-temps.

En bref, sans sortir du système marchand, nos auteurs proposent d'éviter une société duale, qui, à la limite, dans 10 ou 15 ans pourrait faire — enfin (c'est nous qui le disons) — exploser le système. Il n'est pas question de supprimer les inégalités sociales, mais d'apporter des remèdes. Les gains de productivité, liés à l'investissement, seraient partagés entre l'entreprise et les salariés (temps libre en plus sans diminution de salaire). Gageons que si la droite française — la plus bête du

## INVESTISSEMENT ET CHÔMAGE

par Henri MULLER

Le but du capitalisme n'a jamais été de procurer des emplois. Il vise, essentiellement, à développer l'accumulation des profits, clé du système. En économie libérale, échappant au dirigisme étatique, le profit assure, prioritairement, les revenus des détenteurs des moyens de production et de distribution, ceux des investisseurs et des professions indépendantes. Chacun s'efforce ainsi, pour accroître son gain, de comprimer les coûts, souvent aux dépens des salaires, du fisc et de la sécurité, de la qualité, et de vendre là où les prix sont les plus rémunérateurs. De l'emploi, les Multinationales ne s'en soucient qu'en vue de l'utiliser au moindre coût en le mobilisant, de préférence, dans les pays à bas revenu. Quant aux importateurs, ils attachent plus d'importance au profit qu'à l'emploi, sacrifié à la concurrence.

Le niveau de l'emploi est étroitement associé à celui des débouchés. Sur les marchés convoités, la compétitivité joue sur la qualité et sur le prix. Pour améliorer sa compétitivité, l'entreprise doit investir et, souvent, recourir au crédit. On entre ainsi dans un cercle vicieux. Les amortissements industriels et financiers des investissements générateurs d'emplois, chargent les coûts et le profit tend à enfler les prix.

On souhaite du plaisir aux experts économiques qui, depuis la crise des années 30, s'efforcent de trouver, dans le cadre des idées reçues, la solution à ce problème du carré rond. Sourds à tout projet économiquement révolutionnaire, ils se refusent à épouser leur temps, à porter le bistouri dans des usages monétaires désuets, cause première de la plupart de nos maux.

monde, celle qui n'apprend jamais rien, on s'en rend compte deux mois après le 16 mars — ne tente rien dans cette direction minimale, ce sera peut-être le rôle des « réformateurs » socialistes, s'ils reviennent au pouvoir, de réaliser ce « plus », ce « must » selon le langage à la mode.

**P.S. :** Bien que se plaçant volontairement au niveau technique acquis à ce jour pour établir leurs propositions, les auteurs font une petite incursion dans l'an 2000.

*« Dans les activités de montage de l'industrie manufacturière, on estime que les deux tiers des emplois disparaîtront du fait du développement des automatismes à l'horizon 2000... »*

*Une étude de la Rand Corporation va plus loin et montre que, si l'on concrétise le progrès technologique, 5 % des travailleurs actuels de l'industriel assureront en l'an 2000 l'intégralité de la production des secteurs « grande production ».*

*Une estimation du Standford Research Institute prévoit que 20 des 25 millions d'emplois manuels américains auront disparu à la fin du siècle...*

*On estime que la construction des automatismes crée de 1 à 3 emplois pour 10 qu'elle supprime. »*

## T.F.1.

Reste encore à vendre : le Louvre, les prisons, les hôpitaux, les écoles, la tour Eiffel, le R.E.R., le Père Lachaise, l'obélisque, le parc Monceau, dont les promoteurs ne feraient qu'une bouche, avec en prime le Sacré Cœur de Montmartre ou la statue de Jeanne d'Arc. Autres valeurs sûres de nature à tenter les acquéreurs : le Palais Bourbon à louer aux parlementaires, la forêt de Rambouillet avec ses chasses, les châteaux-musées, le mobilier national, pain bénit pour les antiquaires. Les citoyens ignorent l'étendue de leur richesse. L'imagination est au pouvoir.

En ce qui concerne T.F.1., on attend l'inventaire et les prisées, à dire d'experts et contre-experts, des biens fonciers et immobiliers matériels de toutes sortes, de l'immense fourbi disparâtre entreposé dans cette caverne d'Ali Baba, l'estimation du fonds et ses annexes. De quoi rembourser, bien au-delà, ce qu'ont payé les téléspectateurs depuis 40 ans. Ceux-ci comprendraient mal que l'on se paie leur tête en bradant à vil prix leur chaîne payée à crédit à la petite semaine, en monnaie de singe par quelque repreneur astucieux.

Henri MULLER

« En réponse à votre appel, je suis favorable à des transports collectifs gratuits, mais cela pose, tout de même, le problème des personnes mises au chômage par cette mesure.

A.B., Alençon. »

Notre réponse :

Il s'agit, en effet, d'un cas typique où la mesure envisagée ne présenterait aucun inconvénient en régime d'économie distributive, mais où il y a des difficultés à son application en régime capitaliste. C'est tout le problème de la transition. Ceux qui croient en la « Révolution » s'épargnent bien sûr ces obstacles. Mais sont-ils bien réalistes ?

★ R.M.

★ ★

« ... La force concernée (par le contrôle des prix) c'est l'usager et le moyen de l'informer et de l'intéresser demeure un problème qu'ont un peu résolu les associations de consommateurs... N'est-il pas possible de prendre appui sur ces organismes qui disposent de revues et de la Télé... La gratuité encourage ainsi les déplacements de plus en plus éloignés en établissant des performances toujours plus onéreuses en vitesse et en fréquence... »

P.R., Gif-sur-Yvette »

Nos réponses :

1 - Nous recherchons le contact avec les Unions de consommateurs comme en témoignent un des articles de ce numéro et le courrier que nous entretenons avec elles.

2 - Il est certain que le transport collectif serait bien facilité si l'habitation était plus proche du lieu de travail. Une autre solution est offerte par le développement du travail à domicile (mais est-ce souhaitable ?) qui sera rendu possible par les progrès de la télématique.

★ R.M.

★ ★

« ...Je l'ai lu avec beaucoup d'intérêt (le dossier), mais il m'a un peu déçu, car vous semblez ignorer le T.G.V. ? »

M.V., Bondy »

Réponse :

Merci à ce lecteur qui nous adresse le bulletin de l'Association pour le Transport Gratuit des Voyageurs. Ce journal assez complet aborde plusieurs points que nous avons cités : grèves de gratuité, fraudes volontaires, lignes secondaires déjà gratuites, etc... Nous avons écrit ce que nous en pensons. Il donne aussi des coûts et des économies obtenus par la gratuité

qui sont parfois discutables. Mais surtout il cite des études intéressantes de MM. Beauvais, Bouladon et Merlin sur le coût social de l'automobile : infrastructures, bruit, espaces occupés en place de productions utiles, congestion de la circulation, dépenses dues aux accidents, etc...

Il est vrai que dans le cadre étroit de notre dossier nous avons négligé d'accorder l'importance qu'il mérite à cet aspect de la question. Néanmoins, comme T.G.V. le reconnaît, les chiffres avancés dans ces rapports sont souvent imprécis et contestables. N'oublions pas les graves défauts d'un recours accentué aux transports automobiles souvent passés sous silence par des médias influencés par les trusts de la motorisation et du pétrole, mais rappelons-nous que la voiture et le car, ainsi que le poids lourd restent indispensables pour beaucoup de transports. Enfin nous avons apprécié l'humour de T.G.V. qui propose non pas la suppression de la première classe, mais sa généralisation et, par contre, la disparition de la seconde classe et qui reproduit une photo de M. Chirac sautant par dessus un portillon de contrôle du métro lors d'une inauguration de prolongement de ligne.

R.M.

★

★ ★

« ... En résumé cet excellent dossier intitulé à tort « Métro gratuit ? » est ambigu du fait que les chiffres cités semblent s'appliquer tantôt au métro urbain, tantôt au R.E.R., tantôt à l'ensemble du réseau R.A.T.P. (avec les bus je suppose). Il n'est pas assez complet pour « en mesurer les chances de réalisation pratique ». Il manque un tableau financier, portant sur deux années de préférence, incluant l'évolution du nombre de salariés par catégorie : manuels et administratifs. Sinon la réflexion manque de bases sérieuses et se limite à une réaction sentimentale, ce qui lui ôte toute valeur, ce qui arrive trop souvent à ce genre d'études.

Spontanément la réponse est oui. Il est aisé d'en voir les avantages pratiques, esthétiques, intellectuels. Les difficultés sont financières et sociales aggravées par la taille prise par la R.A.T.P. (métro, bus, R.E.R.).

**Nous avons appris avec peine la mort de notre camarade Ugo CERNUSCHI, décédé à l'âge de 85 ans. C'était à la fois un ami et un militant de longue date.**

**Nous présentons à sa famille nos sentiments de bien sincères condoléances.**

Ajoutons que le prix modique du billet rend le problème plus difficile (billet métro-bus s'entend). Il eut été, dans un premier temps, plus facile de ne traiter que du seul métro, mais les voyageurs des autres réseaux (R.E.R., bus) auraient immédiatement demandé la même gratuité.

L'encadré (page 7) donnant des extraits de l'ouvrage de C. Quin est révélateur « Débattons-en... Tout est ouvert... Cherchons » et contredit par le titre « Mêlez-vous de vos affaires » qui peut vouloir dire : Mêlez-vous de vos affaires et laissez moi régler les miennes...

P.H. Roissy en Brie »

Nos réponses :

Ceci nous donne l'occasion d'apporter les précisions et les rectifications suivantes au dossier du numéro d'avril :

1 - Nous n'avons pas voulu rendre la lecture trop aride en citant beaucoup de chiffres, mais il en fallait suffisamment pour nourrir la réflexion. Les avis peuvent différer sur la question de savoir si nous y sommes parvenus.

2 - R.A.T.P. = Réseau routier (bus) + Réseau ferré (métro + R.E.R.). Métro = lignes 1 à 14. R.E.R. = Lignes A,B,C. La RATP. n'exploite que les lignes A et B sud. La S.N.C.F. exploite les lignes B nord et C. Les chiffres repris en avril se réfèrent évidemment à l'ensemble des réseaux R.A.T.P., sauf indication contraire. La S.N.C.F., comme on le sait, en plus du réseau national, dispose d'un réseau de banlieue.

3 - Même avant de lire son livre, ceux qui connaissent Ci. Quin n'avaient aucun doute sur le sens du titre. Il s'agit bien d'un encouragement adressé, avant tout aux membres de l'entreprise, mais peut-être aussi aux usagers, à donner leur avis sur la gestion. Cette opinion, entre autres, vaudrait elle lui coûter la présidence du Conseil d'administration de la R.A.T.P. ? Nous l'ignorons encore à l'heure où nous écrivons.

4 - Dans le Dossier, page 9, au milieu de la première colonne, au lieu de : « ... c'est environ 4 MdF qu'il faudrait trouver, soit 3 % de la contribution actuelle de l'état, ... « il fallait lire : »... 110 % de la contribution actuelle de l'état... »

5 - Le renvoi (10) ayant sauté à la composition, le voici : « qui paient déjà le « versement transport » (il s'agit des grosses entreprises) taxe à la charge des employeurs d'Ile-de-France occupant plus de 9 personnes et qui remboursent aussi 50 % de la carte orange à leurs employés.

R.M.